



## *La Bolivie entre succès et espoirs déçus*



Dossier thématique trimestriel – septembre 11

## **La Bolivie entre succès et espoirs déçus**

Où en est la Bolivie à la suite des espoirs suscités par l'accession à la présidence d'Evo Morales en 2006 ? Abordant les thématiques spécifiques de la femme, du développement rural, de l'environnement et de la politique régionale, Frères des Hommes a recueilli les avis et analyses de ses partenaires ainsi que de divers acteurs sociaux et spécialistes sur le terrain afin de voir si les attentes du peuple bolivien avaient effectivement été rencontrées.

### Tables des matières :

- Les contradictions de la politique d'Evo Morales .....	3
- Evo Morales.....	3
- Femmes boliviennes.....	6
- Quel développement rural ?.....	8
- L'environnement : politique nationale et internationale.....	13
- La position de la Bolivie sur la scène régionale et internationale.....	24
- Ce qui ressort de tout cela.....	29
- Le label social de la CIOEC.....	32

# Les contradictions de la politique d'Evo Morales

*Par Catherine Bruyère*

A la suite d'une série de rencontres en Bolivie avec diverses organisations sociales, politiques et économiques, nous vous proposons de découvrir la politique menée par Evo Morales, le premier président indigène issu du monde paysan. Après six ans de gouvernement, deux ans après sa réélection et l'adoption de la nouvelle Constitution, quels sont ses apports et ses failles ? Affublé de divers qualificatifs (communiste, anti-impérialiste, indigéniste, héros, imposteur, nationaliste, populiste, narco), comment la population considère-t-elle aujourd'hui son président ? Où en est-on par rapport aux espoirs véhiculés par son discours en faveur des Indiens, des paysans, de la souveraineté alimentaire, de la Bolivie écologique ? Nous avons choisi d'aborder 4 thèmes spécifiques : les femmes, le développement rural, l'environnement et la Bolivie dans son contexte régional. Pour ce faire, nous avons recueilli les avis et analyses de dirigeants, spécialistes, acteurs sociaux et experts divers afin de voir si les attentes suscitées par l'arrivée d'Evo Morales au pouvoir ont été rencontrées.

## **Evo MORALES, un président atypique**

### **Un pays riche et pauvre à la fois**

La Bolivie, baptisée maintenant État plurinational de Bolivie, est un pays du centre de l'Amérique du Sud entouré du Pérou, du Chili, du Paraguay, de l'Argentine et du Brésil. Ses 10 millions d'habitants se répartissent sur un territoire 35 fois plus grand que celui de la Belgique. On y trouve deux régions géographiques distinctes : à l'ouest, les hauts plateaux andins, l'Altiplano, où se situe La Paz, la capitale la plus haute du monde (3600m); à l'est, les plaines tropicales dont la partie nord appartient à la forêt amazonienne.

Il s'agit d'un des pays les plus pauvres de l'Amérique du Sud (60% de taux de pauvreté) qui pourtant jouit de richesses naturelles telles que l'étain, l'argent, le lithium, le gaz naturel et une grande biodiversité.

La diversité est également culturelle : 37 langues sont officiellement reconnues. Plus de la moitié de la population appartient à une communauté indigène, les plus importantes étant les Indiens quechuas et aymaras. L'élite blanche et métisse,

bien que minoritaire mais possédant les terres les plus fertiles, a toujours conservé le pouvoir et a privilégié ses intérêts.

## **Evo Morales, l'espoir après les années noires**

A la suite de son indépendance, en 1825, la Bolivie voit s'alterner périodes démocratiques, guerres et dictatures. A partir des années '80, les présidents qui se succèdent suivent les préceptes des grandes institutions financières internationales. En effet, à cette époque, la Banque Mondiale et le FMI imposent à l'Amérique du Sud des ajustements structurels qui impliquent libéralisation, privatisation, exportation. A la fin des années '90, la compagnie aérienne, le téléphone, les chemins de fer, l'électricité, le secteur pétrolier, les services d'eau sont privatisés en Bolivie.

Dans une logique de rupture avec les années néolibérales, le second millénaire a vu une Amérique latine virer globalement à gauche. En sont acteurs Chavez au Venezuela, Lula au Brésil et Correa en Équateur. Ce serait probablement dans la Bolivie d'Evo Morales, l'actuel président, qu'est engagé le processus de transformation sociale le plus ambitieux du continent, parce qu'il prétend, non seulement, vouloir lutter contre l'impérialisme étranger, mais aussi contre le néocolonialisme interne du pays qui opprime depuis toujours les classes indigènes et paysannes.<sup>1</sup>

Evo Morales, est un Indien aymara d'une cinquantaine d'années, issu d'une modeste famille paysanne. Avec son parti le MAS (Movimiento Al Socialismo), il est à la tête du gouvernement depuis 2006.

Avant cela, dans les années '90, il s'illustre comme leader du mouvement des producteurs de coca qui luttent contre l'éradication de leurs plantations<sup>2</sup>. L'ONU pénalise en effet la feuille de coca qui, en Bolivie, est traditionnellement mâchée ou consommée sous forme de thé.<sup>3</sup>

---

1 Polet François, *La Bolivie d'Evo : démocratique, indianiste et socialiste?*, Cetri, 2009

2 Lallemand Alain, *Les "cocaleros" marchent sur La Paz. La Bolivie en ébullition, entre coca et cocaïne*, Le Soir, 1994  
<http://archives.lesoir.be/les-%22cocaleros%22-marchent-sur-la-paz-la-bolivie-en-t-19940906-Z08GYW.html?queryand=evo+morales&firstHit=0&by=50&when=-1&sort=dateasc&pos=0&all=244&nav=1>

3 EN 2009, Evo Morales a mâché des feuilles de coca lors d'une conférence de l'ONU sur les stupéfiants pour expliquer que la feuille de coca n'est pas de la cocaïne et n'est ni nocive ni addictive. Il voudrait faire retirer la feuille de coca de la liste des substances interdites.  
L'Express, *Evo Morales mâche de la coca à l'ONU*, Mars 2009  
[http://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique/evo-morales-mache-de-la-coca-a-l-onu\\_746330.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique/evo-morales-mache-de-la-coca-a-l-onu_746330.html)

En 2002, considéré comme un candidat atypique d'extrême gauche, il se présente aux élections.<sup>4</sup> Pour la première fois, un indigène va jusqu'au deuxième tour, mais c'est à nouveau un homme politique de race blanche, le libéral Gonzalo Sanchez de Lozada qui remporte les élections.

L'année suivante, à la suite de la découverte d'importantes réserves de gaz, les organisations paysannes manifestent contre la vente du gaz et contre les investisseurs étrangers. A la tête de cette guerre du gaz, nous retrouvons Evo Morales.<sup>5</sup> Sous la pression des syndicats et de milliers de manifestants, le président en place finit par démissionner. Morales, le seul homme politique bolivien qui promet de rendre leurs terres aux paysans et de lutter contre le capitalisme international, est à ce moment député.

A la suite de la guerre du gaz, Carlos Mesa est élu président pour, selon lui, « un gouvernement de transition qui convoquera des élections à moyen terme, une fois qu'un référendum sur le gaz aura été réalisé »<sup>6</sup>. La population veut en finir avec le pillage de ses ressources, elle veut contrôler sa principale richesse qu'est le gaz. Le référendum ne la satisfait pas du tout parce qu'il ne propose pas de nationalisation. Face au mécontentement de son peuple, Carlos Mesa démissionne à son tour.

A la fin 2005, pour la première fois, le peuple bolivien (composé à 60% d'indigènes) élit un président indigène, et avec un score jusque-là inégalé. Anti-impérialiste très populaire, Evo Morales gagne la sympathie du mouvement altermondialiste. Il entend rendre leur dignité aux Indiens et leur octroyer les droits qu'ils méritent. Il veut également nationaliser des entreprises pour que la Bolivie redevienne maître de ses ressources. Il considère, par exemple, que la privatisation de l'eau est une violation des droits de l'homme.<sup>7</sup>

---

4 Kiesel Véronique, *Des élections générales ont eu lieu ce dimanche. Les Boliviens tentés par des candidats atypiques*, Le Soir, 2002

[http://archives.lesoir.be/bolivie-des-elections-generales-ont-eu-lieu-ce-dimanche\\_t-20020701-Z0M108.html?queryand=evo+morales&firstHit=0&by=50&when=-1&sort=dateasc&pos=5&all=244&nav=1](http://archives.lesoir.be/bolivie-des-elections-generales-ont-eu-lieu-ce-dimanche_t-20020701-Z0M108.html?queryand=evo+morales&firstHit=0&by=50&when=-1&sort=dateasc&pos=5&all=244&nav=1)

5 Minsier Yannick, *Tractebel impliqué dans un vaste projet d'exploitation de gaz naturel. La guerre du gaz naturel est déclarée en Bolivie*, Le Soir, 2003

[http://archives.lesoir.be/energie-tractebel-implique-dans-un-vaste-projet\\_t-20030927-Z0NL1D.html?queryand=evo+morales&firstHit=0&by=50&when=-1&sort=dateasc&pos=12&all=244&nav=1](http://archives.lesoir.be/energie-tractebel-implique-dans-un-vaste-projet_t-20030927-Z0NL1D.html?queryand=evo+morales&firstHit=0&by=50&when=-1&sort=dateasc&pos=12&all=244&nav=1)

6 Renaudat Christine, *La coca qui fait tomber les présidents*, Le Soir, 2003

[http://archives.lesoir.be/reportage-la-coca-qui-fait-tomber-les-presidents\\_t-20031029-Z0NPHR.html?queryand=evo+morales&firstHit=0&by=50&when=-1&sort=dateasc&pos=17&all=244&nav=1](http://archives.lesoir.be/reportage-la-coca-qui-fait-tomber-les-presidents_t-20031029-Z0NPHR.html?queryand=evo+morales&firstHit=0&by=50&when=-1&sort=dateasc&pos=17&all=244&nav=1)

7 D'Hondt Laurence, *"Je ne suis pas un justicier" Un entretien avec le nouveau président indien, Evo Morales*, Le Soir, 2006

[http://archives.lesoir.be/%AB-je-ne-suis-pas-un-justicier-%BB\\_t-20060107-0044XU.html?queryand=evo+morales&firstHit=0&by=50&when=-](http://archives.lesoir.be/%AB-je-ne-suis-pas-un-justicier-%BB_t-20060107-0044XU.html?queryand=evo+morales&firstHit=0&by=50&when=-)

Premier succès du nouveau président : il gagne la guerre du gaz en 2007 en nationalisant, comme il l'avait promis, les hydrocarbures. Il met ensuite en place une Assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution pour l'Etat bolivien. Les délibérations durent plus d'un an. En effet, beaucoup d'intérêts s'opposent violemment et de nombreuses organisations tentent de bloquer le processus.

Vu les protestations contre la réforme constitutionnelle, Evo Morales remet en jeu son mandat lors du référendum sur la Constitution. En disant oui à 64% à la nouvelle Constitution, le peuple bolivien lui permet de briguer un nouveau mandat fin 2009.<sup>8</sup>

L'originalité de la politique proposée par Evo Morales s'inscrit dans le Plan National de Développement dont le slogan est « Bolivie digne, souveraine, productive et démocratique pour Vivre Bien ».<sup>9</sup>

## Femmes boliviennes

### Les femmes en Bolivie, toujours victimes du machisme

La majorité de la population bolivienne a toujours été soumise à un régime d'exclusion, selon le modèle colonial. Il en va ainsi des indigènes, des paysans, mais aussi des femmes. La Bolivie conserve depuis des siècles un modèle de subordination et de discrimination à leur égard.

Katia Uriona, secrétaire exécutive de La Coordinadora de la Mujer<sup>10</sup>, explique que son organisation lutte contre les différentes injustices dont sont victimes les femmes dans ce pays : « Notre organisation travaille sur différents thèmes. En effet, les discriminations que les femmes subissent sont nombreuses. Le taux élevé de violence conjugale témoigne d'un machisme vivace et dangereux. 7

---

[1&sort=dateasc&pos=35&all=244&nav=1](#)

8 *Evo Morales investi pour un second mandat*, Le Monde, 2010

[http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2010/01/21/evo-morales-investi-pour-un-second-mandat\\_1295023\\_3222.html](http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2010/01/21/evo-morales-investi-pour-un-second-mandat_1295023_3222.html)

9 Plan Nacional de Desarrollo 2006-2011

[http://www.constituyentesoberana.org/3/propuestas/gobierno/11\\_Min\\_Planificacion\\_Plan\\_Nal\\_Developmental.pdf](http://www.constituyentesoberana.org/3/propuestas/gobierno/11_Min_Planificacion_Plan_Nal_Developmental.pdf)

10 *La Coordinadora de la Mujer est un réseau d'organisations boliviennes qui luttent pour améliorer la situation des femmes*

<http://www.coordinadoradelamujer.org.bo/web/>

femmes sur 10 souffrent ainsi de violence au sein de leur foyer ! ». En outre, le féminicide n'est pas inscrit dans le code pénal comme délit à part entière.<sup>11</sup>

Et Katia de poursuivre : « Sur le plan de l'accès à la terre, les femmes sont discriminées et vulnérables. Seul l'homme est titulaire des terres. Si le mari la chasse ou décède, rien ne revient à la femme. En ce qui concerne la vie économique, l'accès au crédit lui est également difficile, elle n'obtient que peu de reconnaissance lui permettant d'accéder à des initiatives économiques. De plus, 80% des femmes cumulent travail classique et tâches domestiques, sans que celles-ci soient partagées ou valorisées ».

Certes, avec Evo Morales, les femmes (mais aussi les indigènes, les paysans, les mineurs, le secteur urbain populaire) sont, pour la première fois, reconnues politiquement. Plus de la moitié de la population, qui jusque-là n'avait jamais eu voix au chapitre, a en effet participé au processus constituant : 34% de femmes ont fait partie de l'Assemblée constituante qui devient l'expression absolue de la diversité du pays.<sup>12</sup> Les femmes acquièrent une présence (13%) dans tous les espaces de décision : gouvernement central, départemental, municipal. La moitié des ministres nommés par Evo Morales sont des femmes.<sup>13</sup> De plus, la non-discrimination et l'égalité homme-femme sont inscrites dans la nouvelle Constitution<sup>14</sup> et il existe un Plan National pour l'Égalité des Chances.<sup>15</sup>

Lorsque l'on demande à Katia ce qui a poussé le président de Bolivie à donner aux femmes la place qu'elles méritent, elle répond : « Les Boliviennes ont toujours été des acteurs protagonistes dans les luttes sociales. Evo Morales est issu du mouvement des producteurs de coca dans lequel les femmes étaient particulièrement actives. La participation des femmes aux décisions et leur capacité de mobilisation sont évidentes pour lui et il lui semble normal que les femmes travaillent au gouvernement, à ses côtés ».

Si Katia Uriona reconnaît les apports du gouvernement actuel, elle regrette surtout le manque d'investissement effectif et le maintien de tendances conservatrices.

---

11 Kenny Bell, *Mujeres en Bolivia*, La Razon, 2010

<http://www.la-razon.com/version.php?ArticleId=126544&EditionId=2461>

12 <http://www.eclac.cl/mujer/noticias/paginas/8/36338/Bolivia.pdf>

13 Mery Vaca, *Bolivia : 10 mujeres en el gabinete*, BBC, 2010

[http://www.bbc.co.uk/mundo/america\\_latina/2010/01/100123\\_1814\\_bolivia\\_gabinete\\_gm.shtml](http://www.bbc.co.uk/mundo/america_latina/2010/01/100123_1814_bolivia_gabinete_gm.shtml)

14 Article 14 et 15 de la Nouvelle Constitution de l'Etat Plurinational de Bolivie

<http://www.presidencia.gob.bo/download/constitucion.pdf>

15 Ministerio de Justicia, *Plan Nacional para la Igualdad de Oportunidades*, Bolivia, 2008

<http://www.scribd.com/doc/31673686/Plan-Nacional-para-la-Igualdad-de-Oportunidades>

Certes, les femmes sont reconnues comme des compagnes qu'on ne peut pas exclure, mais le machisme reste présent jusque dans certains des discours du président.<sup>16</sup> Et s'il y a eu de grandes avancées, il y aurait aussi de fortes actions conservatrices. Le ministère de la Femme, instance gouvernementale réclamée par les organisations féminines pour faire évoluer la situation critique des femmes, n'existe tout simplement pas. Aucun budget n'est consacré à ce sujet.<sup>17</sup> Or, il resterait beaucoup de travail pour que les droits des femmes soient effectivement respectés et pour déconstruire l'esprit patriarcal dominant.<sup>18</sup>

## Quel développement rural ?

### Un secteur rural longtemps marginalisé

En Bolivie, la population rurale tend à diminuer par rapport à la population urbaine qui représente aujourd'hui 65% de l'ensemble des habitants.<sup>19</sup> Parallèlement, la production alimentaire paysanne se réduit : la majorité de l'alimentation provient de l'agrocommerce et de l'agro-industrie, comme les dérivés du soja, du maïs, du blé et d'autres céréales. Cette présence massive de produits agro-industriels à bas prix exclut du marché les petits agriculteurs.

C'est Oscar Bazoberry, Coordinateur général de l'IPDRS<sup>20</sup>, qui nous dresse ce portrait du développement rural en Bolivie. Il nuance toutefois celui-ci en soulignant les apports d'Evo Morales en la matière : « Reconnaissons que de grandes avancées ont eu lieu pour le secteur rural : il y a eu redistribution de terres en faveur des villages et des communautés paysannes indigènes, rejet des processus de privatisation agricole et création d'entreprises communautaires et publiques pour soutenir la production et la commercialisation de la population paysanne. Le concept de souveraineté alimentaire inscrit dans la nouvelle Constitution pourrait garantir une articulation vertueuse entre les secteurs producteurs paysans indigènes et les consommateurs urbains salariés ». <sup>21</sup>

---

16 *Mujeres piden a Evo Morales disculparse por frase « machista »*, Los Tiempos, 2011  
[http://www.lostiempos.com/diario/actualidad/politica/20110805/mujeres-piden-a-evo-morales-disculparse-por-frase\\_136543\\_278601.html](http://www.lostiempos.com/diario/actualidad/politica/20110805/mujeres-piden-a-evo-morales-disculparse-por-frase_136543_278601.html)

17 *Entidades cuestionan el Plan de Oportunidades de la Mujer*, La Prensa, 2011  
<http://educamposv.lacoctelera.net/post/2009/03/08/entidades-cuestionan-plan-oportunidades-la-mujer>

18 L'Union européenne, préoccupée par cette question, soutient le gouvernement bolivien dans l'application des recommandations de 2008 du Comité des Nations unies pour l'Élimination de la Discrimination contre la Femme

19 La Banque Mondiale, *Population rurale (% population totale)*  
<http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.RUR.TOTL.ZS>

20 IPDRS (Instituto para el Desarrollo Rural de Sudamérica) réalise des études sur le développement rural en Amérique du Sud

21 Oscar Bazoberry, *Bolivia : soberania (de)limitada*, Agosto 2011, La Paz

Evo Morales dit en effet vouloir privilégier la production agricole paysanne, de sorte que l'essentiel de l'alimentation consommée en Bolivie provienne des petits producteurs. Cependant, les avancées ne se marquent que sur le plan théorique et au travers d'une évolution des mentalités (valorisation du paysan et du concept de souveraineté alimentaire). Les efforts pour favoriser l'agriculture paysanne sont en réalité insuffisants pour que celle-ci puisse se substituer au secteur agro-industriel. La plupart des programmes suivent les modèles des décennies précédentes, sans qu'il y ait d'innovation réelle.

Le gouvernement a ainsi gardé l'habitude de financer les programmes agricoles par des prêts et des donations externes, c'est pourquoi ses investissements directs sont presque insignifiants. Par exemple, en ce qui concerne l'irrigation, seuls 7% de la surface cultivée de Bolivie (3 millions d'hectares) en bénéficient, alors que dans les pays voisins, la proportion atteint au moins le double.<sup>22</sup> Ce service essentiel pour le développement rural n'est pas assuré.

Dans la presse aussi, si certains vantent les efforts d'Evo Morales, d'autres soulignent, chiffres à l'appui, qu'ils sont insuffisants. Ainsi, le quotidien *La Razon* avançait qu'en mars 2011, le président lançait un plan d'investissement pour l'irrigation, grâce auquel chaque municipalité aurait l'opportunité d'accéder à 300 millions de US\$.<sup>23</sup> « Certes, rétorque Marcos Nordgren, membre de l'Unité d'Action Politique du CIPCA, cela semble être une bonne chose, mais selon l'une de nos études, cette somme ne permet d'irriguer que 80 ha. Si l'on veut doubler la surface actuellement irriguée, il faudrait y consacrer 1000 millions de US\$ ».

L'argent va en priorité aux secteurs sociaux, à l'éducation, à la santé, aux transferts directs via des allocations spécifiques pour les mères, les enfants, les personnes âgées.<sup>24</sup> Si l'on peut se réjouir que divers secteurs et catégories de la population trop longtemps délaissés par le passé bénéficient à présent d'un soutien indispensable, il faut néanmoins reconnaître que ces mesures, bien qu'ayant des effets immédiats et visibles sur le bien-être, ne représentent aucunement un investissement durable.

---

22 Marcos Nordgren, CIPCA, Centro de Investigación y Promoción del Campesinado. Il s'agit d'une ONG bolivienne qui travaille sur le développement intégral des paysans indigènes, <http://www.cipca.org.bo/>

23 Donoso Yubert, *Evo Morales lanza el plan de inversion para riego en Sucre*, *La Razon*, 2011 <http://www.la-razon.com/version.php?ArticleId=126799&EditionId=2466>  
Fondacion Tierra, *Chuquisaca recibe us\$ 10 millones en el inicio del megaplan Mi Agua*, 2011 [http://www.ftierra.org/ft/index.php?option=com\\_content&view=article&id=5206:rair&catid=98:noticias&Itemid=175](http://www.ftierra.org/ft/index.php?option=com_content&view=article&id=5206:rair&catid=98:noticias&Itemid=175)

24 Les bons Juana Azurduy de Padilla pour les femmes enceintes et les enfants, les rentes Dignidad ou pension pour personnes âgées.

## Organisations économiques de paysans : les OECAs

Depuis toujours livrés à eux-mêmes, de nombreux petits producteurs paysans de Bolivie se sont associés en organisations économiques paysannes appelées OECAs pour acquérir une plus grande force de négociation et améliorer leur niveau de vie. L'organisation centrale qui les représente est la CIOEC.<sup>25</sup>

L'un des chevaux de bataille de la CIOEC, c'est que les OECAs soient reconnues légalement par l'Etat et qu'elles bénéficient d'un traitement préférentiel en matière fiscale ; en d'autres termes, qu'elles ne soient pas imposées au même titre que des entreprises privées. Mais le gouvernement actuel ne se montre manifestement pas pressé d'adopter une loi qui aiderait ces organisations à s'intégrer au marché national, alors que la nouvelle Constitution de l'Etat aborde pourtant ce thème. L'art 334 stipule en effet que « pour les OECAs, la politique facilitera l'accès à la formation technique, à la technologie, aux crédits, au marché, à l'amélioration de la production ».

Malheureusement, selon certaines représentations d'OECAs<sup>26</sup>, aucune action n'aurait été entreprise en leur faveur... Au contraire ! En effet, une loi relative à l'agriculture<sup>27</sup>, adoptée en juin 2011, est ressentie comme une menace par les OECAs car elle met en place une nouvelle figure controversée : l'OECOM, organisation économique communautaire. Celle-ci n'est définie clairement dans aucun texte, mais elle deviendrait l'organisation économique de référence. Les OECAs craignent par conséquent de perdre toute opportunité d'obtenir des aides de l'État.

L'OECOM aurait été conçue par le Pacte d'Unité afin de capter encore plus de pouvoir et de ressources. Le Pacte d'Unité est un groupe composé d'une série de syndicats qui ont porté Evo Morales au gouvernement et détiennent maintenant tout le pouvoir d'influence<sup>28</sup>. Les propos de Ruben Monasterios, manager général de FECAFEB, traduisent une réelle inquiétude : « Ces syndicats excluent nombre de secteurs de la société civile tels que les organisations économiques paysannes. La dernière loi leur permet de mieux contrôler, fiscaliser le monde rural. Grâce à

---

25 CIOEC Coordinadora de Integración de las Organizaciones Económicas Campesinas  
<http://www.cioecbolivia.org/index.php?mc=7>

26 CIOEC et FECAFEB

La FECAFEB, Federación de los Productores de Café de Bolivia, représente les OECAs de producteurs de café  
<http://www.fecafeb.com/index.htm>

27 Ley de revolucion productiva comunitaria agropecuaria  
<http://bolivia.infoleyes.com/shownorm.php?id=3120>

28 Le Pacte d'Unité est composé de toutes les organisations indigènes d'origine paysanne de Bolivie : CSUTCB, CNMCIQB, CONAMAQ, CSCIB, MST, CIDOB, CEPSC et Asamblea del Pueblo Guarani (APG).  
<http://www.constituyentesoberana.org/info/?q=node/355>

la création d'OECOMs, ils recevront directement les crédits, ils seront les premiers à bénéficier de l'assurance agricole ».

Contrairement aux syndicats, les OECAs n'ont que très peu de représentation politique. La CIOEC a pour principe de ne pas soutenir de parti parce qu'il est avant tout une organisation économique. Or, selon nos interlocuteurs, les organisations qui ne soutiennent pas le gouvernement ne reçoivent pas d'aide de sa part. Ramiro Lizarazu, Responsable du développement commercial de la CIOEC nous raconte : « A un certain moment, Evo Morales avait sollicité le soutien de la CIOEC, mais nous avons refusé de devenir un instrument politique. Il ne fait aucun doute que si la CIOEC avait accepté, ses demandes auraient été satisfaites en priorité. Les OECAs continuent donc à se débrouiller seules et avec l'aide de la Coopération internationale ».

Les OECAs, ces organisations économiques de paysans, riches de leur expérience et défendant les intérêts de petits producteurs, ne méritent-elles pas davantage de soutien dans cette nouvelle Bolivie qui prétend œuvrer pour la souveraineté alimentaire ? On peut s'étonner effectivement du manque d'investissement dans ce secteur de la part du gouvernement actuel.

#### **Un cas concret : les OECAs de café et notre partenaire FECAFEB**

Les OECAs productrices de café sont confrontées à un problème spécifique : si elles sont livrées à elles-mêmes, c'est justement parce que le café n'est pas un produit alimentaire de base essentiel pour la Bolivie. Le café est effet majoritairement exporté (Belgique, USA, Japon, ...). Seuls 5% de la production sont vendus sur le marché national. Or, contrairement à ses prédécesseurs, Evo Morales n'est pas intéressé par l'exportation. Avant lui, le modèle de développement prôné par les gouvernements antérieurs était « exporter ou mourir » ; alors que maintenant, le principe brandi par Evo Morales, c'est celui de « souveraineté alimentaire ».

#### ***Entretien avec Ruben Monasterios, manager général de FECAFEB***

***FdH : Quand et pourquoi sont nées les OECAs de café et la FECAFEB ?***

***Ruben Monasterios (R.B) :*** Les OECAs productrices de café sont nées il y a 20 ans, lorsque les prix de ce produit avaient énormément chuté. Aujourd'hui, sur les 20 000 familles productrices de café, la moitié fait partie d'OECAs. Leur travail se concentre sur la qualité du café qui avait autrefois mauvaise

réputation. Le café bolivien était en effet dénommé « café surprise » parce que d'une fois à l'autre, il pouvait être très bon ou très mauvais. Maintenant, la qualité est assurée de façon constante et la majorité de la production est certifiée biologique. 95% du café en Bolivie est destiné à l'exportation (Belgique, USA, Japon), ce qui assure de bons revenus aux paysans.

**FdH : Comment se porte aujourd'hui la production de café ?**

**R.B :** Aujourd'hui, la production de café diminue, parce que les plants deviennent trop vieux. Après 30 ans, ils sont de moins en moins productifs. De plus, les connaissances passent de père en fils et s'appauvrissent sans qu'il y ait d'innovation. Il faudrait faire des rénovations et organiser davantage de formations, mais l'État ne donne aucun appui technique, ni financier. Les OECAs peuvent en théorie avoir recours à une banque, le Banco Nacional de Desarrollo Productivo, pour obtenir des prêts et des crédits, mais ceux-ci sont en réalité difficiles à obtenir. La plupart des paysans ont appris depuis toujours à se débrouiller. Ainsi, un fonds leur octroyant des prêts a été créé par les OECAs de café, il s'agit de FINCAFE.

**FdH : Qu'est-ce qui a changé pour vous avec la présidence d'Evo Morales ?**

**R.B :** En fait, on continue à se débrouiller par nos propres moyens. Sous les gouvernements néo-libéraux, on nous disait : « Pourquoi les OECAs ne deviennent-elles pas des entreprises privées? ». Et maintenant Evo arrive et nous dit : « Vous devez être davantage communautaires ! ». C'est la Coopération internationale qui nous a soutenus. Heureusement !

## Nouvelle autonomie pour le monde rural

Depuis presque 20 ans, la loi de participation populaire répartit les ressources financières de l'Etat directement via chaque municipalité.<sup>29</sup> Cette loi vise notamment à réduire l'inégalité entre zones urbaines et zones rurales.

Selon le CNAPE<sup>30</sup>, les villes captaient auparavant la majorité de l'argent et les campagnes n'en recevaient qu'à travers divers projets. « Pour toucher effectivement les subsides, il fallait passer par de nombreuses étapes, explique Ivan Fernández. Maintenant, même la plus petite municipalité reçoit directement sa part ».

---

29 Ley de participacion popular, 1994

<http://bolivia.infoleyes.com/shownorm.php?id=639>

30 Le CNAPE, Consejo Nacional de Producción Ecológica, est un organisme étatique chargé d'appliquer une loi de promotion de la production écologique. Il travaille directement avec les municipalités.

Evo Morales a renforcé davantage le rôle et le pouvoir d'action des municipalités par le biais de la Loi d'Autonomie qui est inscrite dans la nouvelle Constitution.<sup>31</sup> Selon celle-ci, l'Assemblée législative génère des lois-cadres, et ensuite chaque département, puis municipalité, décident de lois concrètes qui leur sont propres.

Toutes les municipalités ont maintenant les cartes en main pour se développer comme elles l'entendent. Ces nouvelles ressources et compétences n'ont cependant pas été tirées à profit de manière productive selon Ivan Fernández : « A la suite de ces lois, les maires ont trouvé qu'il était plus pratique de consacrer l'argent qui leur parvenait à l'aménagement de terrains de foot, pour tout ce qui était infrastructure et non pour du productif. C'est ainsi que chaque petit village a son terrain de foot, son centre sportif. Mais il n'y a pas eu de développement réel. Récemment, il y a eu une nouvelle ordonnance pour repenser ce qu'est le développement. Le développement, ce n'est pas simplement mettre du ciment sur tout ce qu'on voit, mais c'est faire de l'investissement productif, du développement économique local ! Le CNAPE essaie de proposer et de promouvoir ce nouveau regard sur le développement ».

L'autonomie n'a donc pas que des avantages si elle ne s'accompagne pas d'une vision à long terme et plus globale !

## **L'environnement : politique nationale et internationale**

La situation écologique en Bolivie n'est pas glorieuse : déforestation massive, taux d'émission de CO<sub>2</sub> par habitant élevé, utilisation de produits chimiques et d'OGM pour l'agriculture, pollution des eaux, etc.

Derrière les discours du nouveau président, quel intérêt est réellement porté à la protection de l'environnement ? Frères des Hommes s'est ici penché, d'une part, sur la façon dont le concept de Bolivie Ecologique introduit par Evo Morales prend forme à travers l'agriculture biologique et, d'autre part, sur la position de ce dernier face au changement climatique.

## **Agriculture biologique**

Le CNAPE estime à 2.000 le nombre de producteurs écologiques en Bolivie. Mais il y en aurait en réalité des milliers qui vivent isolés et produisent de façon écologique sans en avoir conscience ou sans avoir d'autre choix.

---

31 Ley marco de Autnomia y Decentralizacion, 2010  
<http://bolivia.infoleyes.com/shownorm.php?id=1943>

Jusqu'en 2008, la Bolivie disposait de la plus grande surface écologique certifiée du monde.<sup>32</sup> La biodiversité est énorme, notamment en termes de semences : il existe, par exemple, beaucoup de variété de pommes de terre et de maïs. A l'heure actuelle, malheureusement, ces variétés sont menacées de disparition en raison des monocultures d'OGM. Carmen Sotomayor, directrice de l'AOPEB<sup>33</sup>, exprime ses craintes à ce sujet : « Il y a plus de 1.000 variétés de pommes de terre<sup>34</sup>, or une semence modifiée pourrait tout contaminer et détruire. Pareillement, si on commercialisait des arbres génétiquement modifiés qui produisent du bois en 5 ans, toutes les autres espèces qui mettent 30 ans à pousser disparaîtraient ».

Ces craintes ne sont pas injustifiées : depuis plus de 10 ans, les OGM sont présents en Bolivie, principalement au niveau du soja (90% du soja bolivien est modifié<sup>35</sup>). De plus, selon une loi récente sur l'agriculture, l'utilisation des OGM sera régulée, et non pas interdite, ce qui leur laisserait la porte ouverte. De fait, 3 articles de loi semblent poursuivre des logiques opposées. Selon l'article 13, « il faut préserver la nature »; alors que l'article 15 stipule qu' « on pourrait commercialiser sous certaines conditions la nature ». Enfin, l'article 19 précise que « l'utilisation des OGM sera réglementée ».

Evo Morales défendrait donc l'idée que les OGM seraient acceptables (sous diverses conditions) sous prétexte de vouloir atteindre la souveraineté alimentaire et de produire suffisamment d'aliments pour la population.

Les organisations de producteurs écologiques estiment que le plan initial de développement rural n'est pas respecté. Ainsi, il existe un projet de révolution productive qui correspond aux objectifs du Plan Stratégique National de Développement.<sup>36</sup> De plus, une loi de promotion de l'agriculture biologique stipule pourtant que ce type de production pourrait être subsidiée.<sup>37</sup> Or, selon les

---

32 Institut de Recherche pour le Développement, *Biodiversité et développement des ressources productives de la Bolivie amazonienne*, 2011

[http://irdal.ird.fr/IMG/pdf/Expertise\\_colla\\_c\\_giale\\_-\\_Cobija.pdf](http://irdal.ird.fr/IMG/pdf/Expertise_colla_c_giale_-_Cobija.pdf)

33 L'AOPEB (Asociación des Organizaciones de Productores Ecológicos de Bolivia) regroupe les organisations de producteurs écologiques du pays

<http://www.aopeb.org/>

34 Herrera Ricardo, *Los custodios de las papas bolivianas*, El Deber, 2008

<http://www.eldeber.com.bo/extra/2008-05-11/nota.php?id=080512212031>

35 Quispe Aline, *Estudio releva que el 92% de la soya que se produce en Bolivia es transgenica*, La Razon, 2011

<http://www.la-razon.com/version.php?ArticleId=132964&EditionId=2575>

36 Ministerio de Planificacion del Desarrollo, *Plan Nacional de Desarrollo*, 2006

[http://www.constituyentesoberana.org/3/propuestas/gobierno/11\\_Min\\_Planificacion\\_Plan\\_Nal\\_Developmental.pdf](http://www.constituyentesoberana.org/3/propuestas/gobierno/11_Min_Planificacion_Plan_Nal_Developmental.pdf)

37 *Ley de Regulacion y de Promocion de la Produccion Agropecuaria y Forestal No Maderable Ecologica*, 2006  
[http://www.agriculturaorganicaamericas.net/Documentos%20Oficiales%20CIAO/ley\\_3525.pdf](http://www.agriculturaorganicaamericas.net/Documentos%20Oficiales%20CIAO/ley_3525.pdf)

organisations concernées, en six ans, il n'y a pas eu d'action concrète pour soutenir ces cultures.

Responsable de son exécution, le CNAPE a été créé pour exécuter cette loi qui est entrée en vigueur en 2006. Or, pendant 4 ans, le manque de financement de l'Etat, pourtant prévu par la loi, a paralysé toute action. Pour l'instant, cet organisme étatique fonctionne grâce à un programme de coopération internationale de 3 ans. Dans un an et demi, faute de nouveaux subsides, le CNAPE sera à nouveau impuissant et devra fermer ses portes.

Ivan Fernández ajoute : « Le CNAPE et l'AOPEB dérangent et s'opposent à l'agro-industrie qui génère 100 millions de US\$ d'impôts, tandis que la production écologique tend à ne rien coûter ».

Aujourd'hui, la majorité de la production écologique est exportée. Pourtant, la priorité devrait être de permettre au peuple bolivien d'avoir accès à une alimentation de qualité et d'exporter l'excédent. Or, pratiquement toute la production de quinoa est écoulee à l'étranger. Près de 1.000 entreprises vivent de ce commerce. Pour éviter cela, de nombreux acteurs boliviens préconisent que le gouvernement soutienne les producteurs afin que les produits écologiques ne soient pas plus chers que les autres.

Carmen Sotomayor exprime la désillusion vécue par les membres de l'AOPEB: « Le gouvernement nous dit que nous avons tort de nous inquiéter, que nous interprétons tout mal, que tout sera réglementé et qu'il faut faire confiance. Mais peut-on vraiment y croire ? »

### *La lutte pour l'écologie de l'AOPEB et du CNAPE*

Tout en continuant à faire pression sur le gouvernement, l'AOPEB et le CNAPE s'organisent et travaillent de façon indépendante et avec l'aide de la Coopération internationale. Ces organisations sont actuellement en train de créer des certifications biologiques gratuites (à l'inverse des certifications internationales et nationales existantes) et alternatives (dans le sens où elles ne se baseraient pas sur des critères extérieurs).

Avec l'AOPEB, les producteurs établissent eux-mêmes les points qu'ils estiment devoir respecter pour se qualifier d'écologiques et incluent par exemple des considérations sociales.

De son côté, le CNAPE met en place un système de garantie participatif.<sup>38</sup> Dans la société bolivienne, il existe déjà des formes d'organisations traditionnelles qui garantissent que les producteurs écoulent des produits biologiques. Ainsi, un producteur peut être garanti écologique soit par sa municipalité, soit par d'autres producteurs qui ont créé un cercle de confiance, soit par ses consommateurs. Le CNAPE voudrait valider ces systèmes participatifs de garantie et les rendre légaux via un label.

Le travail du CNAPE consiste également à sensibiliser les municipalités à l'écologie et les aider à s'engager dans cette voie. La phase actuelle d'élaboration de leur charte est un moment stratégique.<sup>39</sup> Sans nécessairement en avoir conscience, 47 municipalités prendraient déjà des mesures répondant aux principes de l'écologie. D'autres prétendent chercher à préserver l'environnement en avançant parfois des justifications fantaisistes.

Selon le CNAPE, certaines municipalités s'octroient des titres sans contrôle ou validation officiels. Ainsi, Tiquipaya se dit municipalité de biodiversité parce qu'elle possède une réserve naturelle, Cochabamba serait une municipalité d'agrobiodiversité, d'autres se disent écologiques soit parce qu'elles n'utilisent pas de pesticides, parce qu'elles refusent les OGM, parce qu'elles traitent les déchets, parce qu'elles ont beaucoup de producteurs écologiques (comme Caranavi avec ses producteurs de café, alors que cette municipalité est très polluée) ».

Face à cela, le CNAPE et l'AOPEB ont établi des critères à respecter. Il y a 5 paramètres à prendre en compte :

- 1) sur le plan politique : les décisions sont prises via un consensus du conseil municipal
- 2) sur le plan économique : une part du budget est destinée à l'écologie
- 3) sur le plan éducatif : les programmes scolaires abordent l'écologie, il y a un potager ou un compost dans l'école
- 4) sur le plan social : plus d'attention est accordée aux producteurs écologiques
- 5) sur le plan environnemental : il y a des règles de protection de la nature

Carmen Sotomayor, directrice de l'AOPEB, précise : « Cette définition est originale parce que la production écologique ne se limite pas à l'absence de

---

38 *Se invertira \$us 8 millones en proyectos productivos ecologicos*, La Jornada, 2010  
<http://www.jornadanet.com/n.php?a=48447-1>

39 Ces chartes consistent en quelque sorte en constitutions par lesquelles les municipalités se donnent une identité, des objectifs.

produits chimiques dans le processus de production, mais elle implique aussi un compromis social, la protection de la nature, une production diversifiée ».

Actuellement, aucune municipalité ne remplit les cinq critères, mais le CNAPE travaille à l'évolution de la situation afin de rendre sa légitimité à la dénomination « municipalité écologique ».

Le CNAPE et l'AOPEB ne baissent pas les bras et Carmen Sotomayor conclut : « Le projet de révolution productive est l'affaire de tous et pas seulement du président bolivien. Si le changement ne s'opère pas comme prévu, il faudra s'adapter, être créatif et travailler avec la base de la population. Le pays n'est pas leader en production de soja ou de riz, mais il possède une grande aire écologique ainsi qu'une énorme diversité de produits, dont beaucoup sont oubliés. C'est sur cette base qu'il faut travailler, se concentrer et construire la nouvelle Bolivie. Il faut que le gouvernement profite de cette situation et mise sur les forces de la Bolivie et sur son potentiel énorme en la matière ».

## Changement climatique

Sur la scène internationale, la Bolivie s'est distinguée au travers de plusieurs discours d'Evo Morales en termes de changement climatique. Mais les paroles correspondent-elles aux actes ? Frères des Hommes a rencontré Marcos Nordgren, membre de l'Unité d'Action Politique du CIPCA<sup>40</sup>, afin de s'entretenir avec lui sur cette question. Biologue de formation, Marcos Norgren a longtemps travaillé pour le Département « Changement Climatique » de cette organisation. Le CIPCA, Centre d'investigation, est une ONG bolivienne qui travaille sur le développement global des paysans indigènes.

### **FdH : Comment le changement climatique se fait-il sentir en Bolivie ?**

*Marcos Nordgren (M.N) :* Le changement climatique se manifeste différemment selon les régions. D'une part, dans les Andes, les pluies se font rares et se concentrent sur de plus courtes périodes, ce qui affecte le calendrier agricole. Les paysans retardent les semences et les récoltes. D'autre part, l'Amazonie souffre d'inondations et de sécheresse. Si l'on se réfère aux 100 dernières années, les 3 plus grandes sécheresses datent de la dernière décennie.<sup>41</sup> Avec la mauvaise utilisation du feu pour l'élevage<sup>42</sup>, les incendies sont dévastateurs : 4 millions d'hectares ont été touchés en 2010.

<sup>40</sup> CIPCA : Centro de Investigación y Promoción del Campesinado, Centre d'Investigation et de Promotion de la paysannerie

<sup>41</sup> 1999, 2005, 2010

<sup>42</sup> Les agriculteurs brûlent les forêts pour élargir leur zone de culture ou pour renouveler le fourrage.

**FdH : A quel niveau la Bolivie contribue-t-elle au changement climatique mondial ?**

*M.N :* La Bolivie en termes absolus est un faible pollueur. Selon les statistiques internationales, la Bolivie n'est responsable que de 0,4% des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> en 2008.<sup>43</sup> Mais si l'on considère les émissions de CO<sub>2</sub> per capita, elle figure au contraire en haut de la liste avec 6 tonnes par personne<sup>44</sup>. Les USA atteignent 30 tonnes, l'Europe 15 tonnes et l'Inde 1 tonne par personne.

**FdH : Quelles sont les sources de pollution en Bolivie ?**

*M.N :* Environ 80% des émissions boliviennes sont dues à la déforestation. Chaque année, environ 400.000 hectares de forêt sont coupés. Ces chiffres sont certainement plus élevés en réalité puisqu'on ne compte pas les étendues de moins de 4 hectares. La déforestation provoque une augmentation de la température et de l'érosion. Il y a contamination de gaz et d'eau par l'industrie minière. La production de gaz, ressource clé de la Bolivie, est source de problèmes sismiques et de conflits avec les territoires indigènes. La plus grande réserve d'hydrocarbures se trouve dans un espace encore non exploité : la réserve naturelle protégée du Madidi au nord de la Paz.

**FdH : Comment la Bolivie lutte-t-elle contre le changement climatique et pour la protection de l'environnement ?**

*M.N :* Il y a peu de normes et elles sont peu appliquées, car l'organisme étatique qui en est responsable est assez faible. Il y a certes des normes d'usage du sol, mais qui ne sont pas respectées. Les milliers d'hectares de déforestation sont d'ailleurs illégaux. Mais les pénalités sont tellement faibles qu'elles ne constituent en aucun cas un obstacle par rapport au bénéfice tiré en détruisant les arbres. L'amende est de 0,2 \$ par hectare.

Il y a peu de sensibilisation, d'informations et de campagne de la part du gouvernement. Le ministère de l'Environnement est responsable de la publication des études et de la gestion du Programme National sur le Changement Climatique, mais il ne reçoit pas un centime du gouvernement, il est dépendant de la Coopération internationale. Au niveau national, l'État n'a jamais mis de priorité sur l'environnement.

Qui plus est, la Bolivie s'investit dans des projets néfastes pour l'environnement et qui contredisent le discours du respect pour la Terre Mère.

---

<sup>43</sup> CDIAC Carbon Dioxide Information Analysis Center  
<http://cdiac.ornl.gov/>

<sup>44</sup> Remarque : Ces chiffres sont en contradiction avec les statistiques publiés par la Banque Mondiale pour 2007 qui mentionnent 1.4 tonne par habitant

Le CIPCA a fait une enquête sur le projet d'une énorme entreprise hydroélectrique de 60.000 hectares qui affecterait la vie de 100.000 personnes et de 50 communautés vivant dans le département amazonien du Beni, au nord de la Bolivie.<sup>45</sup> Il faudrait retenir l'eau d'une des rivières au plus grand débit, la rivière Madera, ce qui entraînerait des inondations. Si l'on prend en considération des effets extrêmes comme el Niño et la Niña, cela pourrait concerner jusqu'à 1.500.000 hectares et 300.000 personnes. Au final, l'énergie produite sur place ne bénéficiera qu'à deux villes, et tout le reste sera exporté au Brésil. Il serait beaucoup plus sensé de construire de petites entreprises hydroélectriques pour que les populations locales bénéficient de l'énergie produite. D'autant plus que dans cette région, les gens sont souvent privés d'énergie.

**FdH : Quels sont les apports d'Evo Morales au niveau environnemental ?**

**M.N :** Premièrement, il a privilégié et promu l'utilisation du gaz que la Bolivie possède en quantité afin d'acquérir une souveraineté énergétique. Aujourd'hui, 70% de l'énergie est assurée par le gaz et 30% par les entreprises hydroélectriques. Il y a eu une grande promotion du gaz, qui n'était que peu utilisé auparavant (10%). Or, le gaz est beaucoup moins polluant que les sources d'énergie utilisées précédemment. Les transports publics, par exemple, qui fonctionnaient tous au diesel, sont passés au gaz. La Bolivie a gagné ainsi en autonomie énergétique et utilise une ressource moins polluante.

Le recours au gaz offre le luxe de l'indépendance énergétique puisqu'on ne doit plus importer de pétrole. C'est bien plus pour cette raison que pour des préoccupations environnementales qu'Evo Morales a fait ce choix.

Ensuite, sous l'initiative du président, la première loi octroyant des droits à la Terre a été élaborée.<sup>46</sup> Tout comme les droits de l'homme ont été définis et reconnus en période de crise (après les deux guerres mondiales), la nature est soumise à une crise si importante qu'il faut lui donner des droits. L'urgence environnementale oblige à prendre des mesures pour la protéger. Pour l'instant, l'homme tient pour acquis que ses droits passent au-dessus de tout, qu'ils sont supérieurs à ceux des écosystèmes. Il est nécessaire d'équilibrer cette situation sur un plan juridique. La loi sur les Droits de la Terre Mère, rédigée dans un style poétique, définit un modèle de gestion environnementale, mais semble pour

---

45 CIPCA : *Mega proyecto hidroeléctrico brasileño causara daños ambientales*, ANF, 2010  
<http://www.noticiasfides.com/sociedad/cipca-mega-proyecto-hidroelectrico-brasileno-causara-danos-ambientales-20101117/>

46 Ley de Derechos de la Madre Tierra  
<http://www.scribd.com/doc/44900268/Ley-de-Derechos-de-la-Madre-Tierra-Estado-Plurinacional-de-Bolivia>

l'instant difficile à appliquer.

Toutefois, l'apport le plus remarquable d'Evo Morales tient dans sa politique extérieure sur l'environnement. Soutenant une position très forte, la Bolivie est devenue un vrai protagoniste international. Le pays s'est illustré dans les conférences internationales sur l'environnement par ses revendications progressistes et sans concessions, notamment en se positionnant contre le marché du carbone ou pour une justice environnementale.

**FdH : Pouvez-vous nous parler plus en détail de la position de la Bolivie lors des grandes conférences sur l'environnement ?**

*M.N :* Au CIPCA, nous considérons que le sommet de Copenhague en 2009 a été plus un succès qu'un échec. La position des pays en développement y était en effet assez critique : « Nous acceptons le cadre de discussion, mais nous l'interprétons différemment ». Ces pays remirent en question le principe selon lequel la diminution des émissions de CO<sub>2</sub> se fait sur base volontaire. Ils réclamèrent aussi de l'aide pour s'adapter au changement climatique et pour diminuer leur pollution sans que cela entrave leur développement. La dynamique dominante à Copenhague donnait plus de poids à l'économie nationale de chaque pays qu'à sa responsabilité internationale. On voit bien que les pays développés ne sont pas prêts à diminuer leur pollution ou à changer de mode de développement. Ils trouvent toujours un moyen de contourner les règles, notamment via le marché de CO<sub>2</sub>.

La Bolivie s'oppose à ce marché pour différentes raisons : d'abord, parce qu'il permet de se défaire de sa responsabilité. Ensuite, parce que c'est un jeu de chiffres qui pourrait finir par augmenter les émissions de CO<sub>2</sub><sup>47</sup>. De plus, des actions de préservation de forêts pourraient justifier des émissions de CO<sub>2</sub> et enfin, parce que ce qui est préconisé par les experts est de réellement réduire les émissions. Ce refus du commerce carbone vient surtout de la part de la société civile en général. La Bolivie est un des seuls pays qui représente réellement la société civile et qui refuse catégoriquement ce commerce.

L'anecdote suivante témoigne des dérives du marché du carbone. Quand j'étais à Copenhague, des universitaires des USA nous ont raconté que parallèlement à la conférence officielle sur l'environnement, il y avait 4 autres conférences pour négocier les bons de CO<sub>2</sub>. Ainsi, en réalité, pour les différents gouvernements, le vrai enjeu de Copenhague était là.

Un an après Copenhague, Evo Morales organisa la première Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre Mère.

---

47 Si seuls les pays en développement qui produisent le moins de pollution réduisent leurs émissions.

L'intention était de réunir la société civile et les indigènes pour aboutir à une position commune. Il en est ressorti une déclaration progressiste et ambitieuse condamnant le marché du carbone, exigeant que les pays développés respectent les chiffres prônés par la science et réclamant une justice environnementale.

L'exigence d'une justice environnementale est nécessaire, parce que la tendance est de dire qu'il faut oublier le passé et lutter tous ensemble face au grand défi. Cet oubli arrangerait bon nombre de pays qui sont nettement plus responsables du changement climatique que d'autres. Aujourd'hui, dans les négociations internationales, tout le monde est mis sur un pied d'égalité, ce qui est ressenti comme une injustice par les pays en développement.

Cette position a perdu de la force à la conférence de Cancun qui a été le véritable échec, notamment parce que la société civile a été isolée et n'était pas du tout représentée. C'était vraiment frustrant. Beaucoup de pays en développement ont accepté des propositions dans le seul but de sauver les négociations multilatérales. Trois mois plus tard, à Bangkok, ils ont d'ailleurs fait marche arrière. La Bolivie à Cancun a maintenu seule son opposition.

Cette opposition au courant dominant n'a pas eu, jusqu'à présent, de répercussions trop importantes. Des négociateurs boliviens nous ont raconté que les Japonais avaient menacé de retirer leur aide et leur coopération si la Bolivie ne changeait pas de position. Ce ne furent que des menaces. Les USA ont par contre effectivement enlevé la Bolivie de la liste des pays pouvant obtenir une aide de leur part. Les pays soutenant la Bolivie dans ces négociations sont les pays de l'ALBA<sup>48</sup>.

**FdH : Que pensez-vous de la politique d'Evo Morales sur l'environnement ?**

**M.N :** Le discours international d'Evo Morales est totalement légitime, mais incohérent avec sa politique nationale. Les lois de protection de l'environnement qui existent en Bolivie rencontrent la résistance du courant développementaliste qui est aussi représenté dans le gouvernement ; un courant qui voudrait un état capitaliste basé sur une économie extractive.

La Bolivie justifie son manque d'efforts environnementaux par sa position de faible pollueur en termes absolus et en faisant appel à la responsabilité environnementale des pays développés. Elle considère que son développement ne doit pas être entravé à cause des erreurs des autres pays.

---

<sup>48</sup> L'ALBA signifie « Alianza Bolivariana para los pueblos de nuestra América ». Il s'agit d'une alliance politique stratégique entre le Venezuela, Cuba, la Bolivie, le Nicaragua, la République Dominicaine, le Honduras, l'Equateur, Antigua et Barbuda, Saint-Vincent et les Grenadines.  
<http://www.alianzabolivariana.org/index.php>

La politique interne et la pratique ne correspondent pas au discours international progressiste, aux déclarations sur les droits de la Terre. Mais la société civile trouve justement dans ce discours des arguments pour obliger de plus en plus le gouvernement à agir de façon cohérente. Le discours du président offre déjà un potentiel, un moyen de pression pour la société civile. Celle-ci demande au gouvernement d'investir dans les services publics, l'eau potable, de favoriser l'économie rurale, d'investir dans un développement durable. Il faudrait refuser les projets d'autoroute, cesser de dépendre des ressources naturelles non renouvelables et de l'économie extractive. Pour que le discours du Vivir Bien<sup>49</sup> ne soit pas que la façade qui cache un capitalisme interne.

### *Histoire d'eau*

La Bolivie a interpellé le monde en 2000 et 2005 lors de la guerre de l'eau. D'abord à Cochabamba puis à La Paz, la population a violemment chassé les entreprises privées qui géraient les services d'eau. Coûte que coûte, elle a lutté pour arracher la nationalisation de l'eau. Pour rappel, Evo Morales a été une figure leader dans le cadre des luttes sociales qui se sont déroulées lors de la guerre de l'eau, événement emblématique de cette période antilibérale.

A cette époque, la privatisation des services publics de l'eau avait rendu problématique l'accès à cette ressource naturelle. Une entreprise française (Suez) et une nord-américaine (Bechtel) avaient acquis les droits de gérer l'eau. Durant cette période, les prix avaient grimpé jusqu'à 300 fois leur valeur initiale. La population n'avait même plus le droit de récolter l'eau de pluie gratuitement. La révolte a d'abord grondé au niveau des indigènes et des couches populaires jusqu'à exploser dans toute la population.<sup>50</sup>

Elisabeth Peredo, directrice de la Fundación Solón<sup>51</sup> explique : « Pendant le processus de nationalisation, la Banque Mondiale et les entreprises menacèrent de représailles et de demandes compensatoires. Mais l'opinion publique et la

---

<sup>49</sup> Le Vivir Bien est un modèle proposé par le gouvernement actuel et qui est la base de toute stratégie de développement. Il peut se résumer par le fait de vivre en harmonie avec la nature en retrouvant les pratiques ancestrales des cultures de la région et en faisant de la Bolivie un pays digne, souverain, démocratique. Cela s'oppose au modèle développementaliste du capitalisme qui veut toujours Vivre Mieux.

<sup>50</sup> Chavez Walter, *Effervescence populaire en Bolivie*, Le Monde Diplomatique, 2005  
<http://www.monde-diplomatique.fr/2005/03/CHAVEZ/11968>

<sup>51</sup> La Fundación Solón se propose d'œuvrer pour l'harmonie de l'humanité, le développement de son potentiel humain et de sa créativité dans un monde solidaire, respectueux de la vie et de la dignité humaine  
<http://www.funsolon.org>

société civile internationale se sont montrées solidaires avec la Bolivie, d'autant plus que Bechtel était déjà largement critiquée.

Depuis, la nouvelle Constitution bolivienne reconnaît l'eau comme un bien commun qui ne peut être commercialisé. Selon l'article 20, « L'accès à l'eau constitue un droit humain, ce n'est pas un objet de concession ni de privatisation ».<sup>52</sup> Une loi relative à l'eau est en cours d'élaboration, mais elle se heurte à d'autres intérêts, comme ceux de l'industrie minière qui pollue énormément les ressources hydrauliques.

Sur le plan international, la Bolivie a adopté une position progressiste et revendicatrice. En 2010, elle a réussi à faire inscrire l'eau comme droit humain aux Nations unies.<sup>53</sup> Beaucoup de pays s'opposent à ce type de proposition parce que cela revient à interdire la privatisation de cette ressource. Selon les arguments favorables à la privatisation, un bien qui n'est pas administré s'utilise de façon irrationnelle et les services sont médiocres.

Lors du Forum Mondial sur l'Eau au Mexique en 2006, la Bolivie avait déposé la même requête, avec l'appui du Venezuela, de l'Uruguay et de Cuba.<sup>54</sup> Le succès obtenu aux Nations unies est en partie dû à cette première intervention. La Bolivie demande également de retirer l'eau des accords de l'OMC.<sup>55</sup>

Quand on l'interroge sur le dossier de l'eau actuellement en Bolivie, Elisabeth Peredo répond : « Aujourd'hui, il y a le beau discours du Vivir Bien et d'importantes avancées au niveau international. Evo Morales a profondément changé l'idéologie du pays et il n'y a plus de retour en arrière possible, mais le défi est à présent local et dans la mise en œuvre et la résolution des problèmes de gestion ».

La Bolivie dispose d'importantes ressources hydrauliques, surtout en Amazonie. Le problème s'est toujours situé au niveau de la distribution, difficile et inégale à cause des régions très différentes : montagnes, vallées, jungle. Les entreprises publiques visent aujourd'hui à offrir un accès à l'eau à 80% de la population.<sup>56</sup>

52 <http://www.presidencia.gob.bo/download/constitucion.pdf>

53 *L'accès à l'eau potable devient un droit de l'homme*, Le Monde, 2010  
[http://www.lemonde.fr/planete/article/2010/07/29/l-acces-a-l-eau-potable-devient-un-droit-de-l-homme\\_1393627\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2010/07/29/l-acces-a-l-eau-potable-devient-un-droit-de-l-homme_1393627_3244.html)

54 *Clausuran IV Foro Mundial del Agua*, 2006  
<http://www.esmas.com/noticierostelevisa/foromundialdelagua/522092.html>

55 *Palomeque Guadalupe, Carta del gobierno de Bolivia al director de la OMC retirando compromisos en agua y servicios*, 2006  
[http://funsolon.civiblog.org/blog/\\_archives/2007/4/13/2878815.html](http://funsolon.civiblog.org/blog/_archives/2007/4/13/2878815.html)

56 *Bolivia cercana al compromiso de acceso al agua potable*, Fundacion Rio Urbano, 2011  
[http://www.riourbano.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=178:bolivia-cercana-al-](http://www.riourbano.org/index.php?option=com_content&view=article&id=178:bolivia-cercana-al-)

A côté des services publics, de nombreuses coopératives gèrent l'eau par quartier ou communauté. Et Elisabeth Peredo de conclure : « Les Boliviens ont l'habitude de s'organiser pour tout, pour remplacer l'Etat quand il est absent. Au niveau rural, les coopératives qui régissent l'irrigation sont très puissantes. Un chef puissant décide de qui peut utiliser l'eau, quand et combien. Il y a peu, l'eau était encore gérée en grande partie par les coopératives. Longtemps, seules les villes jouissaient des services publics, aussi une auto-organisation rurale pour développer un réseau de distribution a été mise en place ».

## **La Position de la Bolivie sur la scène nationale et internationale**

*Entretien avec Oscar Bazoberry, Coordinateur général de l'IPDRS*

L'IPDRS, Instituto para el Desarrollo Rural de Sudamérica, a pour rôle de réaliser des études sur le développement rural au niveau de l'Amérique du Sud. Il s'agit d'une des seules organisations à travailler ce thème dans une perspective régionale. Frères des Hommes a rencontré Oscar Bazoberry, son Coordinateur général, afin qu'il partage avec nous sa vision sur la position de la Bolivie dans un contexte international.

***FdH : Quelle est la situation du monde rural en Bolivie d'un point de vue régional ?***

***Oscar Bazoberry (O.B) :*** Quand on parle de région, on se réfère de plus en plus à l'Amérique du Sud et non à l'Amérique latine, parce que la première est plus homogène. L'Amérique du Sud rassemble des pays qui ont des fortes revendications indigènes, de grandes étendues, énormément de ressources naturelles, un modèle productif basé sur l'exportation et les céréales, tandis que l'Amérique centrale est composée de petits pays qui se développent davantage via le tourisme.

En Amérique du Sud, 30% de la population est rurale. Le pays avec le plus faible taux est le Chili, et celui avec le plus grand pourcentage est la Bolivie. Notons toutefois que les statistiques sont très mauvaises quand elles existent. Mais en règle générale, l'importance de la population paysanne dans la production agricole tend à chuter au profit de l'agro-industrie.

Le leader de l'Amérique du Sud est sans conteste le Brésil, de par sa force économique. Il construit de tout et cherche en permanence à étendre son

marché. L'IIRSA<sup>57</sup>, projet d'intégration régionale d'infrastructure, de routes, de voies hydrauliques destinées au transport de marchandises depuis l'Atlantique jusqu'au Pacifique, correspondrait sans doute au désir du Brésil d'atteindre le marché asiatique. La Bolivie se trouve au centre de cette planification : beaucoup de routes, d'énergie ou de communication passent par son territoire.

Ainsi, le projet d'entreprise hydroélectrique en Amazonie, qui va affecter une grande superficie en Bolivie et déplacer des populations, répond aux besoins du Brésil en énergie. Dans le cadre de ces projets régionaux, il n'est pas rare qu'un pays subisse les conséquences pour un autre.

Le Brésil veille à ses intérêts, surtout par rapport au thème de la terre. Le coût de la terre est en effet moins cher hors Brésil.<sup>58</sup> La Bolivie est critiquée sur ce thème parce qu'elle n'autorise pas d'achat massif de terres. Une famille ou entreprise n'a droit qu'à 5.000 hectares maximum, alors qu'au Brésil une personne pourrait posséder le pays entier. De plus, 18% du territoire bolivien sont reconnus et protégés en tant que territoires indigènes. Selon certains, ces populations indigènes possèdent des territoires si vastes qu'ils sont les nouveaux latifundistes.<sup>59</sup> Certes, au Brésil, seulement 12% des terres sont la propriété des indigènes. Mais, si l'on replace les choses dans leur contexte, on se rend compte que cela concerne une surface plus grande que le Paraguay. L'intérêt d'avoir un regard régional est qu'il permet de relativiser.

**FdH : Y a-t-il des projets de développement rural régional au sein des unions telles que l'ALBA, le Mercosur<sup>60</sup>, l'Unasur<sup>61</sup> ?**

**O.B :** Sur le plan du développement rural régional, on ne peut rien attendre de l'ALBA. L'ALBA est une unité géopolitique de pays qui s'entendent bien, mais qui

---

57 L'IIRSA, Iniciativa para la Integración de la Infraestructura Regional Suramericana, est un projet né en 2000 qui prévoit l'intégration multisectorielle de 12 pays d'Amérique du Sud.

Renio Diaz Triana, *La IIRSA : un silencioso proyecto en marcha*, CEA, 2008.

<http://www.cea.co.cu/Art%C3%ADculos/2008/IIRSA.htm>

58 Les terres agricoles en Amérique du Sud seraient pour l'instant un investissement très lucratif, c'est pourquoi nombre de banques européennes y placeraient leur argent.

59 Un latifundiste est un propriétaire d'un grand domaine agricole à l'exploitation extensive

<sup>60</sup> Créé en 1991, le Mercosur, acronyme de Mercado Comun del Sur, est une union économique régionale intégrée par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay. Le Venezuela devrait bientôt s'y ajouter. Les pays associés sont la Bolivie, le Chili, la Colombie, le Pérou, l'Équateur et le Mexique. Cette union établit la libre circulation des biens, des services et des facteurs productifs. Elle suppose également une politique économique commune. <http://www.mercosur.int/>

<sup>61</sup> L'Unasur, ou Unión de Naciones Suramericanas, est un récent organisme régional qui a pour ambition de développer une union entre pays aux niveaux culturel, social, économique, politique afin d'éliminer les injustices socioéconomiques, de renforcer la participation citoyenne et la démocratie. Le traité constitutif de l'Unasur fut ratifié en 2008. Les pays membres sont l'Argentine, le Brésil, la Bolivie, la Colombie, le Chili, l'Équateur, la Guyane, le Paraguay, le Pérou, le Surinam, l'Uruguay et le Venezuela. <http://www.pptunasur.com/inicio.php?idiom=1>

sont trop éloignés les uns des autres pour mener un développement rural commun. L'influence des pays voisins (Pérou, Chili, Brésil) est beaucoup plus forte que celle des pays de l'ALBA.

Le Mercosur, par contre, a une stratégie de développement rural basée sur les agro-entreprises. Il traite de questions économiques et de libre circulation. Ces accords ont une influence néfaste sur les paysans boliviens parce qu'ils valorisent l'agro-industrie et permettent l'accumulation de terres. Tout ce qui concerne l'économie familiale paysanne est traité dans la petite partie sociale du programme Mercosur, autant dire que beaucoup de paysans se trouvent marginalisés.

Enfin, l'Unasur pourrait jouer un rôle positif sur le développement rural. Entrée en vigueur en janvier 2011, l'Unasur a été approuvé en mai 2011 par tous les pays, à l'exception du Paraguay. En effet, ce dernier perçoit l'Unasur comme une menace pour les investissements privés, aussi demande-t-il davantage de protection pour ceux-ci en échange de son approbation. L'Unasur pourrait constituer une telle menace à cause des pays andins qui ont un discours plus paysan et pro-indigène. En effet, avec l'Unasur, on devrait selon certains (dont l'IPDRS) travailler à une homogénéisation du développement rural. Jusqu'ici, le développement rural n'a jamais été abordé dans les questions diplomatiques régionales. Malheureusement, si dans le premier brouillon de l'Unasur, il y avait quelques mots sur ce thème, ils ont par la suite été supprimés. On espérait parler d'une politique régionale sur l'alimentation, mais il ne reste que des thèmes politiques : sécurité, dialogue avec le monde, démocratie.

Le Brésil ne désire pas jouer un rôle affiché de leader politique, c'est pourquoi il a donné la direction de l'Unasur à l'Argentine. Le parlement de l'Unasur se trouve en Bolivie, mais Evo Morales se montre peu intéressé, parce qu'il n'est pas un protagoniste central.

#### **FdH : La Bolivie essaie-t-elle de travailler à un niveau régional ?**

*O.B* : Le problème de la géopolitique bolivienne est de croire que la Bolivie peut avoir une grande influence au niveau régional grâce à sa position centrale. C'est parce qu'elle se croit incontournable qu'elle néglige ce qui se passe à l'extérieur. Elle ne se rend pas assez compte que le pays qui décide de tout est le Brésil.

La Bolivie a tendance à ne pas regarder à l'extérieur, à se concentrer sur elle-même, à se protéger. L'intérêt à l'égard du contexte régional est très rare, que ce soit dans les organisations, la coopération. Tout est centré sur l'aspect national : le développement, les indicateurs, les instruments.

Ce serait une erreur du gouvernement actuel que de s'isoler, car tout le discours novateur d'Evo n'est viable que s'il convainc ses voisins de le suivre. Il faut construire des relations stratégiques avec les pays proches car, pour l'instant, la capacité d'influence de la Bolivie est très faible. Les paysans, la société civile des autres pays sont enthousiastes face au processus bolivien et le regardent tel un exemple à suivre, avec beaucoup d'espoir, mais les gouvernements de ces pays n'y prêtent aucune attention réelle.

Pour illustrer le désintérêt des autres gouvernements, je citerais le fait suivant. Lorsque le nouveau président péruvien, de tendance populiste de gauche, a été élu, il aurait dû logiquement aller visiter en premier lieu son voisin bolivien. Or, ce fut le dernier sur sa liste.

**FdH : Si la Bolivie n'investit pas dans le développement rural, où place-t-elle son argent ?**

*O.B :* En Bolivie, comme dans tous les pays d'Amérique du Sud, la part du budget pour le secteur social augmente. Tous ces pays voient leur économie croître en raison de l'augmentation du prix des matières premières et des aliments. Ces bénéfices sont réinvestis dans le social, ce qui correspond à la politique de la Banque Mondiale de lutte contre la pauvreté. Le raisonnement théorique est le suivant : il y a un groupe de personnes qui n'ont pas les moyens de se sortir elles-mêmes de la pauvreté. Il faut leur garantir un niveau de vie minimum en leur octroyant directement des subsides (ce qui est d'ailleurs moins cher que de leur créer un emploi). De cette façon, elles pourront devenir des acteurs économiques qui consomment.

La Banque Mondiale a influencé beaucoup d'autres décisions en Bolivie : par exemple, la loi de participation populaire correspond à la vision de la Banque Mondiale à l'époque. Il fallait, selon elle, décentraliser, privatiser, c'est-à-dire réduire le rôle de l'État central.

Ainsi, beaucoup de mesures prises en Bolivie ne sont pas le propre du pays ou du président, bien que celui-ci se les approprie. Les Boliviens ne sont pas au courant de ce qui se passe à l'extérieur, aussi ne se rendent-ils pas compte qu'ils ne doivent pas tant que cela à leur gouvernement.

Les institutions qui ont réellement de l'influence sont la FAO<sup>62</sup>, la Banque Mondiale... C'est seulement via une union régionale que les pays d'Amérique du Sud pourraient s'élever contre elles. L'Unasur représente un espoir à ce niveau.

---

<sup>62</sup> La FAO est l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, <http://www.fao.org>

L'IPDRS a pensé mobiliser un grand réseau d'ONGs, mais celles-ci n'ont pas tant d'influence. Il serait plus avantageux de convaincre trois ministres des Affaires étrangères que l'Unasur devrait jouer un grand rôle pour le développement rural !

**FdH : Que peut-on attendre de la politique d'Evo Morales ?**

*O.B :* La Bolivie représente un espoir, un espace où les changements sont possibles. C'est, en quelque sorte, le rebelle de l'Amérique du Sud. Sur le plan international, c'est un protagoniste progressiste en matière d'environnement et de droits humains tels le droit à l'eau.

Par ailleurs, via les nationalisations du gaz et de l'eau, elle a démontré qu'il est possible de toucher aux investisseurs étrangers et que la propriété privée n'était pas sacrée. C'est important parce que beaucoup de pays considèrent le modèle privé comme sacro-saint. On entend d'ailleurs de plus en plus de discours qui le justifient : les grandes entreprises ne doivent leur réussite qu'à leurs efforts. Elles auraient raison de tirer bénéfice des politiques mises en place. On ne dit plus que l'Etat a créé des politiques pour permettre à ces entreprises de tout s'approprier. Le discours néolibéral considère que les petits paysans doivent réussir à profiter eux aussi des opportunités pour participer au marché.

La Bolivie est une alternative à ce modèle néolibéral : elle empêche les achats agressifs de terre, les macro-investissements, elle veut privilégier les petits producteurs.

Avec Evo Morales, les secteurs rural, indigène et féminin passent pour la première fois au premier plan. Avant lui, il y avait certes eu dialogue avec ces secteurs, mais il fait un pas bien plus important en permettant aux indigènes, aux paysans et aux femmes de participer directement au gouvernement, d'occuper des postes de décision publique, de faire partie de l'Assemblée constituante. Il s'agit d'un fait historique rare dans le monde.

Sur le plan agricole, grâce à l'orientation qu'elle a prise, la Bolivie a la possibilité de montrer au monde qu'en diminuant l'agrocommerce et en donnant plus de possibilités aux paysans, on peut produire suffisamment et durablement. Si le pays se donne réellement cet objectif et les moyens nécessaires pour y parvenir, il sera fondé de le considérer comme une réelle alternative au modèle de production mondial. Cette possibilité est le propre de la Bolivie. Les conditions pour y parvenir sont favorables : un agrocommerce encore suffisamment faible,

une énorme biodiversité, une grande organisation paysanne, une société civile revendicatrice et active, une Constitution favorable à ce modèle alternatif.

Mais le processus alternatif que la Bolivie essaie de mettre en place doit trouver des alliés. Il faut qu'elle diffuse ses valeurs, qu'elle génère des mouvements sociaux et paysans dans les autres pays.

### **Ce qui ressort de tout cela...**

Si les avancées dues à Evo Morales sont remarquables, elles se limitent malheureusement souvent au niveau politique et symbolique. A l'issue des différentes interviews, on ressent l'impression d'une société civile désenchantée.

Beaucoup d'interlocuteurs considèrent que l'Etat ne profite pas de la situation économique actuellement favorable, et sans doute temporaire, pour soutenir les acteurs économiques et investir durablement. S'il met effectivement des freins à l'extension des grandes entreprises, il ne fait pas d'effort significatif pour que les petits producteurs se substituent à celles-ci.

Un **premier problème** tient dans ce déséquilibre : beaucoup de bonnes initiatives restent lettre morte, car les subsides destinés à les mettre en pratique font défaut.

L'argent de l'Etat est, d'une part, redistribué sous forme de bons et au travers de mesures sociales et, d'autre part, gardé en réserve. D'après José Antonio Peres, Directeur du CEP<sup>63</sup>, aucun gouvernement bolivien n'a fait autant de réserves que le gouvernement actuel. Les gouvernements précédents faisaient plutôt des investissements publics, ce qui manque aujourd'hui.

Ainsi, de bonnes lois sont votées, des organismes étatiques sont mis en place pour les appliquer, mais ceux-ci sont réduits à l'incapacité par manque de subsides. Ils dépendent de la Coopération internationale. Oscar Bazoberry, Coordinateur Général de l'IPDRS, cite en guise d'exemple le cas de la Direction de gestion des terres indigènes qui ne fonctionne que parce que l'un de ses projets est financé de l'extérieur. L'instance gouvernementale qui devrait œuvrer à améliorer la situation critique des femmes n'existe tout simplement pas. Le ministère de l'Environnement qui est en charge du programme national

---

<sup>63</sup> Le CEP, Centro de Estudios y Proyectos, est une entreprise de consultance bolivienne qui travaille sur les thèmes de développement économique, social, politique, institutionnel et environnemental.  
<http://www.cep.org.bo/01quienes.php>

sur le changement climatique ne reçoit pas un centime de l'Etat. Le CNAPE n'aurait pas pu travailler pendant quatre ans s'il n'avait pas bénéficié du soutien de la Coopération internationale en l'absence de financement de l'Etat (pourtant prévu par la loi). De même, un recensement agricole est en attente de financement depuis des années. Cela permettrait pourtant de travailler sur des chiffres réels et d'améliorer les planifications.

**Le second problème** est qu'il existe nombre de contradictions dans les discours ou entre discours et pratique. José Antonio Peres résume bien cette situation : « D'un côté, on porte un intérêt à la grande biodiversité de la Bolivie, à l'écologie, à la protection des indigènes, à la souveraineté alimentaire. Et de l'autre, on favorise le développement à tout prix, l'industrialisation, les OGM, ce qui correspond à une vision des années 60-70. Cette vision conservatrice s'oppose à l'objectif de la construction d'un nouveau paradigme du Vivir Bien, au lieu du Vivir Mejor ».<sup>64</sup>

Le paradigme du Vivir Bien est issu de la théorie selon laquelle le capitalisme et le socialisme sont tous deux en crise. Dès lors, il serait nécessaire de construire un nouveau modèle de développement et de fonctionnement. Ce discours qui a fait la force, l'originalité et la légitimité d'Evo Morales, soutenu par la société civile, est en train de perdre du terrain en faveur de l'ancien paradigme capitaliste. Ceux qui, dans le gouvernement, s'opposent au modèle développementaliste sont de plus en plus isolés. Le discours du Vivir Bien ne serait plus qu'une façade pour tranquilliser les gens.

La preuve en est, par exemple, l'engagement de l'Etat pour le plan IIRSA. Les méga-projets de l'IIRSA qui visent à industrialiser davantage les pays via des autoroutes<sup>65</sup>, des entreprises hydroélectriques, s'opposent aux principes du Vivir Bien.

**Autre exemple** : les entreprises publiques boliviennes de production ont été construites dans des zones forestières. Il y a déforestation, utilisation de fertilisants chimiques de la part d'un gouvernement qui dit viser une Bolivie écologique.

---

64 Le paradigme du Vivre Bien au lieu du Vivre Mieux

65 Un projet d'autoroute financée par le Brésil était en train de se mettre en place avec l'accord d'Evo Morales. Celle-ci devait traverser un parc naturel protégé, terre ancestrale des indiens d'Amazonie. Le 28 septembre 2011, le peuple bolivien a montré à nouveau sa grande force de résistance. En effet, à la suite de grandes mobilisations et manifestations, le président a fini par suspendre le projet et accepter d'organiser un référendum relatif au projet.

Cros Marie-France, *Route contestée : Evo Morales cède*, La Libre Belgique, 28 septembre 2011  
<http://www.lalibre.be/archives/divers/article/688111/route-contestee-evo-morales-cede.html>

De même, selon José Antonio Peres, si les petits producteurs sont parfois soutenus, c'est souvent par le biais de mesures relevant de la révolution verte, c'est-à-dire en subsidiant l'achat de tracteurs, de produits chimiques ou en ouvrant la porte aux OGM.

Evo Morales va-t-il combler les espoirs placés en lui et faire fructifier le potentiel de la Bolivie afin qu'il devienne un pays alternatif ou va-t-il succomber à la pression du modèle dominant en laissant derrière lui une population désenchantée ? Quoi qu'il en soit, les associations rencontrées restent décidées à se battre. « La Bolivie ne se limite pas à Evo Morales ! ». Elles ont l'habitude de ne pas pouvoir compter sur le gouvernement, mais bien sur la Coopération internationale ainsi que sur leur propre potentiel et coûte que coûte, elles lutteront pour leurs idéaux.

## ***Le label social de la CIOEC***

*Par Catherine Bruyère*

*Partenaire de longue date de Frères des Hommes, la CIOEC, Coordinadora de Integración de Organizaciones Económicas Campesinas de Bolivia, est l'organisation qui regroupe et représente les OECAs, organisations économiques paysannes. Ces OECAs ont été créées par les petits producteurs dans le but d'acquérir une plus grande force de négociation et d'améliorer leur niveau de vie. Depuis 1990, la CIOEC travaille à promouvoir celles-ci, à les soutenir et à les renforcer. Afin d'offrir davantage de visibilité au travail des OECAs et de sensibiliser le grand public, la CIOEC vient d'élaborer un label tout à fait original et unique en Bolivie : le label social.*

### **Histoire du label social**

Depuis des années, les OECAs membres de la CIOEC désiraient disposer d'un instrument pour faire connaître leur travail à la population bolivienne. A cette fin notamment, un label social a été imaginé par la CIOEC. Son élaboration a commencé en 2009 et depuis fin juin 2011, il a été lancé officiellement. A l'heure actuelle, la CIOEC est dans la phase de socialisation et de promotion tant auprès du public, pour lui expliquer les avantages d'acheter les produits portant ce label, qu'auprès des OECAs, pour les motiver à le demander. Pour le moment, des OECAs de 3 départements du pays le possèdent déjà : 7 OECAs à Oruro, 5 à Cochabamba et 3 sont en discussion à Potosi. Il y a peu, une organisation de La Paz a également introduit une demande pour l'obtenir.

Le logo a été choisi par les OECAs à la suite d'un appel à concours public. Ce qui a été le plus laborieux fut d'établir la normative du label social, de définir ce qu'il signifiait. Comment allait-on le présenter au public ? Quelle garantie offrirait-il ?

### **Que signifie et garantit le label social de la CIOEC ?**

La CIOEC voudrait que la population se responsabilise afin de soutenir le développement rural. Dans ce cadre, ce label est un instrument intéressant, car il indique que le produit vient d'une famille paysanne appartenant à une OECA, et respectant bien entendu les 4 principes fondamentaux de ce type d'organisation,

à savoir l'autogestion paysanne, l'économie solidaire, la souveraineté alimentaire et l'agriculture durable.

L'adjectif « social » signifie que les fruits de l'activité économique de l'OECA sont répartis entre tous ses membres. « Il ne s'agit pas d'une simple redistribution aux personnes, explique Ramiro Lizarazu, Responsable du développement commercial de la CIOEC, mais d'utiliser ces bénéfices dans l'intérêt de tous. Les OECA sont des organisations qui cherchent à améliorer le bien-être et le niveau de vie des paysans. La CIOEC, en tant que Coopération, les encourage par exemple à créer des fonds solidaires, à acheter des machines, à investir dans les soins de santé, l'infrastructure touristique, etc ».

Le terme « social » implique aussi un aspect démocratique : l'OECA doit fonctionner de manière participative, avec élection des représentants et implication de tous. Les membres de l'OECA doivent disposer d'informations sur le label social et avoir pu donner leur accord. La CIOEC insiste fortement pour que la base paysanne acquière une totale capacité de décision. « Souvent, les gens sont méfiants par rapport aux réunions, ils n'osent pas poser leurs questions, ajoute Ramiro Lizarazu. Il n'est pas rare qu'une OECA ne fasse attention qu'à l'aspect productif et néglige les aspects sociaux ».

L'aspect social est le plus important de tous, mais il n'est pas le seul inclus dans le label. Parmi les critères à remplir pour bénéficier de celui-ci, la certification du SENASAG est sans doute la chose la plus compliquée à obtenir. Elle permet d'attester que le produit est sain et propre à la consommation humaine.<sup>66</sup> C'est le pas le plus difficile parce qu'il suppose un certain investissement, le seul qui soit d'ailleurs exigé pour bénéficier du label social. La CIOEC estime qu'il est important que son label inclue la certification SENASAG parce que le but est de convaincre les gens d'acheter ces produits.

L'environnement est également pris en compte : il est demandé de traiter les déchets et de ne pas utiliser d'OGM.

Cependant, la CIOEC n'est pas aussi stricte que le SENASAG qui n'accorde pas de certification tant que tous les critères ne sont pas remplis. « Si une famille respecte les conditions de production sociale, mais cultive des OGM, il lui est quand même possible d'obtenir le label social, explique Ramiro Lizarazu. Cependant, ce label ne lui sera accordé que pour un an. »

---

66 SENASAG – Servicio Nacional de Sanidad Agropecuaria e Inocuidad Alimentaria  
[http://www.senasag.gob.bo/index.php?option=com\\_weblinks&Itemid=4&catid=14](http://www.senasag.gob.bo/index.php?option=com_weblinks&Itemid=4&catid=14)

En effet, les OECA sont classées en trois catégories : celles qui remplissent 90% des conditions, celles qui les satisfont à 80% et celles qui n'ont pas droit au label, mais auxquelles la CIOEC fait des recommandations. Lorsqu'une OECA se trouve dans la catégorie 2, elle a droit au label social pour une durée d'une année, mais elle doit remplir certaines conditions. Si elle y parvient, le label lui sera octroyé par la suite de manière permanente. Ce système encourage les OECA à s'améliorer, alors que si on leur refusait le label d'emblée, elles pourraient baisser les bras. La famille qui cultive des OGM, mais remplit toutes les autres conditions aura droit au label social temporairement. Après un an, elle devra être passée à une agriculture totalement biologique, ce qui lui permettra d'avoir un droit illimité au label.

### **Comment une OECA peut-elle obtenir le label ?**

Il s'obtient via une demande formulée par l'OECA qui l'introduit auprès de la représentation départementale de la CIOEC. Cette dernière vérifie si le dossier est complet et le transmet au bureau national de la Coordination. Une équipe technique (constituée d'un technicien de la CIOEC départementale et d'un de la Centrale) va visiter l'OECA pour vérifier si les conditions sont bien respectées. Plusieurs choses sont examinées : les membres de l'OECA savent-ils de quoi il s'agit ? Comment les décisions ont-elles été prises ? Que fait-on des bénéfices ? Un rapport est établi à la suite de cette visite et est présenté au comité du label social pour que celui-ci décide dans quelle catégorie placer l'OECA. Ce comité est composé d'un dirigeant de la CIOEC Bolivie, d'un autre de la CIOEC départementale, d'un représentant de l'AOPEB<sup>67</sup>, d'un de TUSOCO<sup>68</sup> et d'un des OECA artisanales.

### **Le label social, la CIOEC et le gouvernement de Bolivie**

La CIOEC n'est pas habilitée à créer des certifications : il n'y a que l'Etat qui puisse le faire. L'instance étatique responsable des certifications est le SENASAG qui délivre les ISO en se basant sur les conditions internationales.

La loi de Révolution Agricole Communautaire adoptée en juin 2011 fait mention d'un label social.<sup>69</sup> La Bolivie n'a aucune expérience en certification sociale, mais le thème l'intéresse parce que les pays voisins en disposent. La CIOEC participe aux tables de négociations traitant du sujet. L'Etat ne sait pas trop encore ce

---

<sup>67</sup> AOPEB est l'Association des Organisations de Producteurs Ecologiques de Bolivie

<sup>68</sup> Il s'agit du réseau d'OECA impliquées dans le tourisme solidaire et communautaire

<sup>69</sup> Ley de Revolución Productiva Comunitaria Agropecuaria, Bolivia, 2011

<http://bolivia.infoleyes.com/shownorm.php?id=3120>

qu'il entend par label social et a d'autres priorités. Aussi se tourne-t-il vers la CIOEC afin d'obtenir une expertise et davantage d'explications. Il s'agit là d'une opportunité pour la Coordination de lancer et renforcer son propre label social. Sachant que l'Etat prévoyait de créer un label similaire, la CIOEC a enregistré la dénomination « label social » et le logo auprès du Service National de Propriété Intellectuelle, le SENAPI.<sup>70</sup>

« Nous aimerions que le label soit légalisé et que l'Etat lui donne une préférence, conclut Ramiro Lizarazu. Par exemple, il y a pour l'instant des discussions sur la création d'un fonds d'appui à la production rurale. Nous demandons que les OECAs qui veulent la certification SENASAG pour le label social soient privilégiées pour recevoir une aide financière de ce fonds. Les écoles qui doivent fournir un petit déjeuner scolaire pourraient aussi privilégier les produits portant le label social ».

Instrument innovant, le label social pourra stimuler les achats des produits d'OECAs. Le consommateur aura conscience de soutenir une organisation paysanne travaillant selon des principes écologiques et sociaux.

---

70 <http://www.senapi.gob.bo/>

Frères des Hommes est une association de coopération et de solidarité internationale présente en France, en Belgique, au Luxembourg et en Italie. Elle existe depuis 1965 et a soutenu plus de 1000 projets de développement dans plus de 40 pays d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Asie.

Ces projets sont conçus et mis en œuvre par les partenaires – associations, ONG ou mouvements sociaux locaux – avec lesquels Frères des Hommes entretient des relations basées sur la réciprocité, la transparence et la co-responsabilité.

Frères des Hommes travaille également en Europe dans le domaine de l'éducation au développement et de la sensibilisation du grand public aux réalités du Sud afin de promouvoir la solidarité internationale.